



# FORUM

# SOCIAL

# DES

# PEUPLES

Des organisations de la société civile de tout le pays se sont donné rendez-vous à Ottawa, du 21 au 24 août, pour le premier Forum social des peuples du Canada. Inspirés par Idle No More et le printemps érable, les participants espèrent que ce Forum marquera le début d'une vaste concertation et d'un mouvement pancanadien qui pourra faire sentir sa présence sur la scène politique fédérale à l'approche des élections. *Le Devoir* fait le tour de certains des enjeux de ce Forum.



Changements climatiques et justice sociale: **même combat**

Page 2



Des **solutions de rechange** au néolibéralisme économique

Page 4



L'Anishnabe **Wab Kinew**, ou l'incarnation de la relève autochtone

Page 5

# FORUM SOCIAL DES PEUPLES

ENTREVUE AVEC KAREL MAYRAND

## Changements climatiques et justice sociale : même combat

Syndicats, groupes écologistes, autochtones, féministes : chacune des organisations participant au Forum social des peuples, qui aura lieu à Ottawa du 21 au 24 août, a ses propres revendications, mais un grand défi rallie tous les participants : l'urgence d'agir pour ralentir les changements climatiques.

MARTINE LETARTE

Les changements climatiques affectent particulièrement les populations les plus pauvres dans les pays les moins nantis. Ces peuples subissent plus fréquemment des événements météorologiques extrêmes et sont peu équipés pour y faire face. Les changements climatiques sont aussi causés en grande partie par des activités économiques qui bénéficient aux plus riches. Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David-Suzuki, n'est pas surpris de voir la question des changements climatiques au cœur des enjeux abordés au Forum social des peuples et il s'en réjouit.

« Les enjeux écologiques et l'équité sociale représentent en fait une seule et même cause, affirme-t-il. Il faut combattre le système économique qui crée des dommages à l'environnement pour accumuler des richesses dans les mains d'une minorité. Nous consommons actuellement une fois et demie les ressources que la Terre produit annuellement. Les solutions aux problèmes écologiques et à l'iniquité sociale passent par une réforme majeure du système économique. »

Pour Karel Mayrand, cela a même été une erreur de séparer au départ les questions d'équité sociale des questions

écologiques.

« Plus les groupes sociaux et écologistes travailleront ensemble, plus ils seront forts », affirme-t-il.

### Au-delà du jargon scientifique

Pour le grand public et certains groupes de la société civile, prendre position sur la question des changements climatiques peut toutefois paraître complexe. Les enjeux sur le climat sont liés à des phénomènes scientifiques, dont plusieurs ont encore une grande part d'inconnu. Ils concernent aussi plusieurs joueurs.

« Pas besoin d'être climatologue pour prendre position sur la question des changements climatiques, assure toutefois Karel Mayrand. Il suffit de comprendre les grands enjeux, les conséquences sur les sociétés, et d'avoir la volonté politique d'aller de l'avant. »

Il remarque d'ailleurs que les centrales syndicales ont des positions très bien appuyées sur les changements climatiques et qu'elles travaillent avec les groupes écologistes depuis longtemps sur la question.

Au Forum social des peuples, des ateliers porteront sur plusieurs sujets sous le thème du climat : des projets d'oléoduc à l'électrification des transports, sans oublier les déplacés du climat.

Le 5 juin, Karel Mayrand a d'ailleurs participé à une conférence préparatoire pour le Forum social des peuples sur la question des changements climatiques et de ses impacts sur les collectivités au Canada.

« Comment concilier les besoins d'aujourd'hui sans remettre en question les besoins de l'avenir ? Je crois que c'est une question éthique fondamentale qu'on doit se poser. Or on ne se la pose plus, car le gouvernement fédéral a mis le verrou sur la discussion. Il n'y a plus de possibilité d'avoir un débat démocratique sur la vision que nous voulons au Canada par rapport à l'énergie. D'ailleurs, en Alberta, 71 % du pétrole des sables bitumineux appartient à des intérêts étrangers. »

### Redonner du pouvoir aux citoyens

Cette érosion de la démocratie inquiète Karel Mayrand.

« Cette idée, comme quoi les citoyens ne choisissent plus, ou du moins que l'espace de choix qui leur est dévolu rétrécit tout le temps, est dangereuse », affirme celui qui est aussi le président du conseil d'administration de Réalité climatique Canada, une organisation fondée par Al Gore, l'ancien vice-président américain et colauréat du prix Nobel de la paix.

D'où l'importance, à ses yeux, d'événements comme le Forum social des peuples.

« Un changement réel dans une société peut seulement venir de la base, affirme-t-il. Rien n'est plus fort que les citoyens qui se mettent ensemble. Tant que chacun est chez soi, devant sa télévision, peu de choses se passent. Ce genre d'événement est très important pour développer des communautés d'intérêt.



NATHALIE BARDIN AGENCE FRANCE-PRESSE

Les changements climatiques auront sûrement raison de cette culture fragile de thé, craint ce cultivateur africain. Les populations les moins nanties sont souvent les plus affectées par les problèmes écologiques.

Les gens se rendent compte qu'ils ne sont pas seuls à partager leurs points de vue et cela leur donne espoir. Puis, on peut se donner des moyens pour mener des actions communes. »

Un de ses souhaits : que les forums sociaux deviennent d'ici quelques années des lieux de propositions vraiment écoutées par les gouvernements, plutôt que d'être considérés comme des rassemblements de radicaux opposés à toute forme de développement économique.

« Les enjeux sociaux et écologiques sont souvent considérés comme nuisibles à la création de richesse, déplore-t-il. Or il s'agit seulement de faire diminuer les risques liés au développement

économique et de mieux répartir les bénéfices. Les inégalités causées par le modèle de développement économique actuel sont un véritable problème. Le Canada n'a jamais été aussi riche, mais il y a toujours plus de gens qui vivent à l'aide des banques alimentaires. C'est insensé. En retrouvant une démocratie forte, on pourra réparer l'économie en répartissant mieux les richesses et, automatiquement, on sera en mesure de prendre de meilleures décisions écologiques. »

Comme action concrète à travers laquelle elle essaiera de susciter une large mobilisation citoyenne, la Fondation David-Suzuki lancera cet automne une grande campagne en vue de faire recon-

naitre le droit de vivre dans un environnement sain.

« Il y a 110 pays dans le monde où ce droit est reconnu, mais ce n'est pas le cas au Canada, dénonce Karel Mayrand. On pourrait reconnaître ce droit comme ceux qu'on reconnaît dans la Charte des droits et libertés ; on viendrait baliser ce que le gouvernement et les entreprises peuvent et ne peuvent pas faire. En ce moment, les individus n'ont pas de droits par rapport à l'environnement. Je crois qu'il est temps de procéder à un changement, de permettre aux citoyens de se défendre devant les tribunaux. »

Collaboratrice  
Le Devoir

# Alternatives

Devenir membre d'Alternatives, c'est soutenir...



Des jeunes en stage partout dans le monde



La solidarité et la coopération internationales



Des initiatives citoyennes, sociales et écologiques



Les droits humains, la démocratie et la justice sociale



twitter

@alternativesMTL



facebook

/alternativesMTL



web

alternatives.ca



téléphone

(514) 982-6606

## FORUM SOCIAL DES PEUPLES

Ensemble pour  
changer le pays

Les organisations de la société civile canadienne veulent regrouper leurs forces pour lutter contre le néolibéralisme du gouvernement Harper

Le 1<sup>er</sup> Forum social des peuples au Canada se tiendra à l'Université d'Ottawa, du 21 au 24 août. Près de 10 000 Québécois, Canadiens et autochtones sont attendus pour participer à des ateliers sur des thèmes comme le climat, le travail, l'appauvrissement et les services publics.

MARTINE LETARTE

Pour une fois, des individus et des organisations de la société civile issus de domaines d'action très variés au pays ont décidé de mettre de côté leurs différends afin de travailler ensemble pour un objectif commun : transformer le pays. Ni plus, ni moins.

« Le Forum social des peuples n'est pas un Woodstock de la rencontre de gauche; nous voulons vraiment développer de nouveaux outils pour faire avancer plusieurs luttes sociales et nous croyons que d'arriver à travailler ensemble, plutôt que de lutter chacun de son côté, pourra faire toute la différence », affirme Michel Lambert, directeur général et cofondateur d'Alternatives, une organisation de solidarité active dans le domaine de la justice et de l'équité, ici et ailleurs dans le monde.

Lors des deux premiers jours du Forum, les organisations de la société civile mettront plusieurs sujets à l'ordre du jour dans environ 500 ateliers qu'elles ont elles-mêmes proposés. Les jours suivants, l'heure sera aux plans d'action.

« Sur différents thèmes, on discutera de ce qu'on peut faire de mieux ou de plus en joignant des forces, en travaillant ensemble, explique M. Lambert. Nous souhaitons créer des solidarités, un mouvement social capable de durer pour former une opposition extraparlamentaire canadienne. Parce qu'il y a beaucoup de gens qui souhaitent autre chose que ce qui se passe en ce moment au pays. »

Cette grande mobilisation est venue à la suite de plusieurs décisions prises par le gouvernement conservateur de Stephen Harper.

« On a assisté à une radicalisation du gouvernement canadien : le financement de plusieurs organisations a été coupé, il y a eu la réforme de l'assurance-emploi, les activités des organisations écologistes ont été passées au peigne fin, énumère Michel Lambert. Il y a une conjoncture favorable pour que la société civile unisse ses forces afin d'avoir plus de poids, comme l'ont fait d'ailleurs les conservateurs en fusionnant l'Alliance réformiste conservatrice canadienne et le Parti progressiste-conservateur, avant de réussir à prendre le pouvoir. »

#### Travailler ensemble

Syndicats et grandes centrales syndicales, groupes féministes, groupes écologistes, comités de logement, groupes autochtones, anglophones et francophones d'ouest en est du pays : les organisations de la société civile derrière cet événement sont très hétérogènes. C'est la première fois qu'elles décident de travailler ensemble, avec tous les défis que cela suppose.

« Si c'était facile de travailler tous ensemble, d'autres l'auraient fait avant nous ! », s'exclame Michel Lambert, en précisant toutefois que, depuis plusieurs années, la société civile québécoise participe à plusieurs grands événements sociaux dans le monde et a manifesté l'intérêt d'organiser une initiative rassembleuse, sans que cela aboutisse.

Cette fois-ci est la bonne. Pourquoi ce succès en 2014? « Lorsque nous regardons l'État canadien, on constate qu'il n'est pas celui que nous souhaitons, affirme M. Lambert. Il y a une volonté d'aller au-delà des différences entre les mouvements sociaux québécois, canadiens et autochtones, d'aller au-delà de la méfiance qui a pu s'installer entre les différentes populations, pour cesser d'encaisser défaite par-dessus défaite et avoir de meilleures chances de réaliser des gains. »



JACQUES GRENIER ARCHIVES LE DEVOIR

Un deuxième Forum social québécois s'est tenu en 2009. Cet événement s'est inscrit dans la mouvance des Forums sociaux mondiaux, dont fait aussi partie le Forum social des peuples du Canada.



MICHAEL MONNIER LE DEVOIR

Michel Lambert, directeur général d'Alternatives

Le directeur général d'Alternatives croit que les différentes organisations de la société civile ont à apprendre les unes des autres.

« Dans le Canada anglais, le mouvement syndical est bien organisé, mais on ne retrouve pas d'organisations structurées dans la société civile comme la Fédération des femmes du Québec, explique-t-il. Ils sont curieux de voir comment nous sommes structurés. »

Il croit que, au Québec, nous avons aussi à apprendre des organisations du reste du Canada. « Par exemple, des gens de l'Ouest travaillent depuis des années à faire de la mobilisation contre la construction de l'oléoduc Northern Gateway, affirme-t-il. Ils font le même travail que nous faisons ici maintenant, mais depuis plus longtemps et avec du succès, parce que l'oléoduc n'est pas encore construit. De plus, les communautés autochtones viennent de gagner une bataille importante devant la Cour suprême, qui a reconnu le titre ancestral d'une Première Na-

#### Les moments-clés du Forum social des peuples

**21 août, dès le lever du soleil :** cérémonie d'ouverture traditionnelle algonquienne, suivie d'une marche de célébration des peuples.

**21 août, 13 h :** conférence de Naomi Klein, auteure et activiste. Des conférences auront lieu chaque jour.

**21 et 22 août :** environ 500 ateliers autogérés sur différents thèmes.

**Chaque soir :** programmation culturelle dans la rue piétonne Sparks, près du Parlement.

**23 août :** assemblées thématiques des mouvements sociaux.

**24 août :** assemblée finale et cérémonie de clôture.

tion sur un territoire, et elles rendront encore plus difficile la réalisation du projet. Une grande mobilisation des gens a été faite sur la question. »

Le défi logistique de travailler tous ensemble demeure toutefois important.

« Nous sommes environ 70 organisations de la société civile à travailler ensemble depuis deux ans pour arriver enfin au Forum, explique M. Lambert. Il y a des structures régionales et sectorielles. Ce sont de lourdes structures, mais elles sont importantes, parce que nous voulons vraiment que le mouvement soit inclusif. »

Collaboratrice  
Le Devoir

**Le FORUM SOCIAL DES PEUPLES est un moment stratégique pour le mouvement syndical et l'ensemble de la société civile pour construire des alliances afin de contrer les politiques néolibérales et néoconservatrices au Canada.**



Façonnons, **ensemble**, les luttes et les actions des prochains mois pour battre le gouvernement conservateur aux élections fédérales de l'automne 2015.

Un lieu pour bâtir et renforcer nos solidarités avec l'ensemble des acteurs qui luttent contre les politiques de droite.

#### UNE CAMPAGNE FTQ POUR CONTRER LES ATTAQUES DE LA DROITE

Le site Internet [www.unmondeplusjuste.org](http://www.unmondeplusjuste.org) propose une panoplie d'outils et d'argumentaires pour faire valoir l'importance d'agir face aux politiques de droite qui fragilisent grandement les fondements de justice et d'équité de notre société.



Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec

FTQ

**ensemble**  
**POUR UN MONDE**  
**PLUS JUSTE**

> [UNMONDEPLUSJUSTE.ORG](http://UNMONDEPLUSJUSTE.ORG)

**Venez nous visiter... et bon Forum !**  
[www.ftq.qc.ca](http://www.ftq.qc.ca)

# FORUM SOCIAL DES PEUPLES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Certaines sociétés sont plus tolérantes que d'autres aux inégalités. Ce niveau de tolérance est un facteur qui vient modifier la pratique du capitalisme.

## Des solutions de rechange au néolibéralisme économique

L'économie est un des thèmes retenus par le Forum social des peuples. Or, depuis maintenant plus de 30 ans — cela remonte à l'époque de Reagan — le discours économique est largement dominé par la doctrine du néolibéralisme. Existe-t-il des solutions de rechange?

PIERRE VALLÉE

Comment expliquer que cette doctrine économique, malgré ses nombreux ratés, dont le plus récent et le plus dommageable est celui de la crise financière en 2008, puisse encore régner en maître? «C'est évident que le néolibéralisme sert d'abord de puissants intérêts qui tiennent à ce qu'il demeure l'idéologie domi-

nante, explique Robert Laplante, directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC). De plus, depuis la chute du mur de Berlin, donc du communisme et du socialisme, il n'existe pas de doctrine de rechange unifiée qu'on pourrait opposer au néolibéralisme. Les solutions de rechange sont plus ou moins expérimentales, plus éclatées aussi, ce qui pour le

moment laisse le champ plutôt libre au néolibéralisme.»

### Capitalisme en cause

La faute au capitalisme? «Le capitalisme pose en soi un problème, croit Simon Tremblay-Pépin, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). C'est que le système de gestion de l'économie que propose le capitalisme crée nécessairement des inégalités.»

Et Robert Laplante de rappeler «qu'il n'y a pas qu'un seul capitalisme, car le capitalisme varie selon les nations et l'espace que celles-ci laissent à l'intervention de l'État dans l'économie. Un second facteur

qui vient modifier la pratique du capitalisme est la tolérance d'une nation aux inégalités. Par exemple, les États-Unis sont plus tolérants aux inégalités que ne le sont la France ou le Québec, deux nations qui se sont donné un filet de protection sociale et où l'arbitrage des débats sociaux n'est pas seulement guidé par les rapports marchands.»

### Financiarisation de l'économie

Un des résultats du néolibéralisme est le rôle grandissant que joue aujourd'hui le secteur financier dans l'économie capitaliste. Cette façon de faire de l'argent avec de l'argent, par le biais de la spéculation, est souvent opposée au capitalisme de base, qui repose sur la production de biens et services. Et, comme la présence accrue du secteur financier dans l'économie s'explique par la déréglementation du secteur financier permise par le néolibéralisme, n'y a-t-il pas lieu de resserrer la réglementation?

«Plus de réglementation ne ferait pas de tort, estime Simon Tremblay-Pépin, mais ce ne sera jamais suffisant. Il y aura toujours des petits futés qui trouveront un moyen de contourner la nouvelle réglementation. Il faut aller plus loin et proposer la gestion publique du secteur bancaire par la création d'une banque nationale publique. On pourrait en créer une de toutes pièces ou nationaliser une banque privée. On pourrait aussi confier cette responsabilité au service de la poste. Cette banque publique pratiquerait des taux d'intérêt raisonnables et surtout n'agirait pas dans l'espace spéculatif. Cette banque publique entrerait en compétition directe avec les banques privées, ce qui les obligerait à modifier leurs pratiques actuelles.»

Si on délaisse le néolibéralisme, vers quel modèle éco-



NORMAND RAJOTTE / IREC  
Robert Laplante



SOURCE IRIS  
Simon Tremblay-Pépin

nomique doit-on se tourner? La social-démocratie? «La social-démocratie est certainement plus avantageuse que le capitalisme débridé, poursuit Simon Tremblay-Pépin, mais ce n'est qu'un premier pas. L'humanité est capable d'imaginer une meilleure manière de gérer l'économie. Il faut être en mesure de décider collectivement de la gestion de l'économie et de l'orientation qu'on veut lui donner. Il faut sortir d'une économie de compétition et d'avarice et aller vers une économie de coopération. Je ne comprends pas pourquoi aujourd'hui, avec tous les outils informatiques dont on dispose, on est encore incapable de préciser quels sont les besoins que l'économie doit combler.»

Pour sa part, Robert Laplante estime que les questions écologiques, en particulier les changements climatiques, forceront les économies nationales à modifier leurs comportements. «Par exemple, la balance commerciale du Québec est grevée par l'importation de pétrole. Pourtant, au même moment, nous

avons des surplus d'électricité. Il m'apparaît évident que l'électrification des transports serait non seulement bonne pour l'environnement, mais aussi rentable. Nous devons amorcer dès maintenant une conversion écologique de l'économie.»

### Le Québec, un terreau fertile

Et le Québec, selon Robert Laplante, est l'endroit tout désigné pour transformer l'économie. «On ne s'en rend pas toujours compte, mais l'économie du Québec a ceci de particulier que l'économie sociale occupe une large part du terrain économique. On n'a qu'à penser à Desjardins, le premier établissement financier du Québec, qui est une coopérative, ainsi qu'aux coopératives agricoles, qui sont très dynamiques au Québec. Il y a aussi les fonds de travailleurs, un instrument qui permet la reprise en main de l'épargne collective. Cela donne au Québec une économie plus poreuse, donc plus susceptible de faire progresser les solutions de rechange économiques. Le Québec peut devenir porteur d'innovation s'il se met à la recherche de voies de sortie du néolibéralisme.»

Collaborateur  
Le Devoir

**OFFRE SPÉCIALE À L'OCCASION DU FORUM SOCIAL DES PEUPLES: RECEVEZ CE DOSSIER EN CADEAU EN VOUS ABONNANT À RELATIONS!**

**Dossier**  
**Faire front contre la droite canadienne**  
NUMÉRO 772 • JUIN 2014

**Les auteurs:**  
Patrick Bonin, Catherine Caron, Nicole de Sève, Dalie Giroux, Joe Gunn, Amélie-Anne Mailhot, Pierre Mouterde, Richard Renshaw

**Table ronde sur le Forum social des peuples** avec Widia Larivière, Derrick O'Keefe, Roger Rashi

**Artiste invité:** Lino

**Je désire un abonnement de \_\_\_\_\_ an(s), au montant de \_\_\_\_\_ \$**  
et je recevrai gratuitement le dossier «Faire front contre la droite canadienne».  
**Offre valable par la poste seulement jusqu'au 30 septembre 2014.**

NOM \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_

Je paie par chèque (à l'ordre de Relations)  ou carte de crédit

NUMÉRO DE LA CARTE \_\_\_\_\_  
EXPIRATION \_\_\_\_\_ SIGNATURE \_\_\_\_\_

6 NUMÉROS PAR ANNÉE, 48 PAGES  
Un an: 40 \$ Deux ans: 70 \$  
À l'étranger (un an): 55 \$  
Étudiant: 25 \$ (sur justificatif)  
Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)  
514-387-2541 p. 226 | relations@cfj.qc.ca  
Relations: 25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec)  
H2P 1S6  
www.revuereactions.qc.ca

**AQOCI**  
Association québécoise des organismes de coopération internationale  
aqoci.qc.ca

**La solidarité internationale au cœur de la rencontre des peuples.**

## FORUM SOCIAL DES PEUPLES

WAB KINEW AU FORUM SOCIAL DES PEUPLES

## L'incarnation de la relève autochtone

CAROLINE MONTPETIT

Le slogan «Idle no more», qui a signé la mobilisation des jeunes autochtones au cours des dernières années, va comme un gant à Wab Kinew.

Ce jeune Anishnabe de 32 ans, originaire du nord de l'Ontario, a l'intention d'être candidat à la chefferie de l'Assemblée des Premières Nations du Canada (APN) lors de la prochaine élection. Et il est tout sauf apathique.

Après avoir été rappeur, il a été journaliste et animateur au réseau anglais de Radio-Canada et, aux États-Unis, pour la chaîne Al-Jazeera. Il a entrepris d'écrire ses mémoires et a déjà fondé une entreprise de communications. Il a étudié en économie à l'Université du Manitoba et est présentement vice-président associé aux relations autochtones de l'Université de Winnipeg.

Actif, donc, ambitieux même, Wab Kinew incarne la relève autochtone. L'économie est omniprésente dans son discours. C'est, pour lui, la voie royale de l'indépendance.

Il vise aussi une «réconciliation» entre sa «communauté et le reste du Canada», évoque le tissu social, culturel et spirituel de ces deux groupes. «Il y a beaucoup de choses qu'on pourrait partager à ce niveau», dit-il.

A ce sujet, il a quelques cartes dans son jeu. Wab Kinew parle parfaitement l'anglais et le français et peut communiquer en anishnabe, la langue de ses ancêtres.

«Quand j'étais jeune, j'ai vécu à Saint-Boniface, à Winnipeg, et je suis allé au collège Bêliveau en immersion française, de 10 à 15 ans», raconte-t-il.

«Je découvre ma langue ances-



ANTHONY «THOSH» COLLINS

Wab Kinew a l'intention d'être candidat à la chefferie de l'Assemblée des Premières Nations du Canada.

trale et je peux la parler», dit-il encore au sujet de l'anishnabe.

Et, en tant que futur candidat à la chefferie de l'APN, Wab Kinew vise davantage d'indépendance économique pour cet organisme.

A l'heure actuelle, «presque tout l'argent vient du gouverne-

ment fédéral», dit-il.

Or Wab Kinew souhaiterait que l'Assemblée des Premières Nations reprenne son rôle de défense des droits des Premières Nations. Pour atteindre l'indépendance économique, il suggère qu'elle se finance auprès de gens d'affaires des

communautés autochtones. Il suggère aussi la création de groupes d'achat pour réduire les frais de consommation dans les communautés.

Il vise aussi l'abolition de la loi sur les Indiens.

«La question qui reste est: comment on va faire ça? Si c'est

un changement qui vient d'Ottawa, ça ne va pas fonctionner.»

Lorsqu'il travaillait à CBC, Wab Kinew a mené une bataille pour que l'organisme cesse d'utiliser le terme d'«anciens étudiants» en parlant des anciens pensionnaires autochtones, pour utiliser plutôt

« Ils disent que les autochtones ont besoin de héros, mais ils en ont »

le terme de « survivants ».

Wab Kinew a ensuite quitté la société d'Etat pour se rendre au chevet de son père malade.

« Mon père a été un politicien dans sa communauté, raconte-t-il. Il était chef régional pour le traité numéro 3, au nord-ouest de l'Ontario. Quand j'étais jeune, je suis allé à des réunions avec lui. Il m'a même montré comment parler devant de grands groupes. »

Mais le jeune Wab Kinew n'a pas que son père comme modèle. Dans une chanson intitulée *Heroes*, il rend hommage aux héros amérindiens trop souvent passés sous silence dans les manuels d'histoire, de Phil Fontaine à Buffy Sainte-Marie, de Leonard Pelletier, militant amérindien incarcéré depuis 1976 et considéré comme un prisonnier politique par Amnesty International, à Sacagawea, qui a agi comme interprète lors des expéditions de Lewis et Clark vers l'Ouest.

« Ils disent que les autochtones ont besoin de héros, mais ils en ont », scande-t-il.

Et encore: « Ils ne parlent pas de nos héros dans les livres d'histoire. Alors, allez demander aux aînés. Allez demander à nos grands-mères. »

Ou demandez à Wab Kinew.

Le Devoir

Collectivement,  
Nous avons le pouvoir  
de changer les choses

Protégeons notre démocratie  
contre les attaques  
du gouvernement Harper

Forum social des peuples  
La CSQ y sera!

21 au 24 août 2014 à Ottawa

Centrale des syndicats  
du Québec



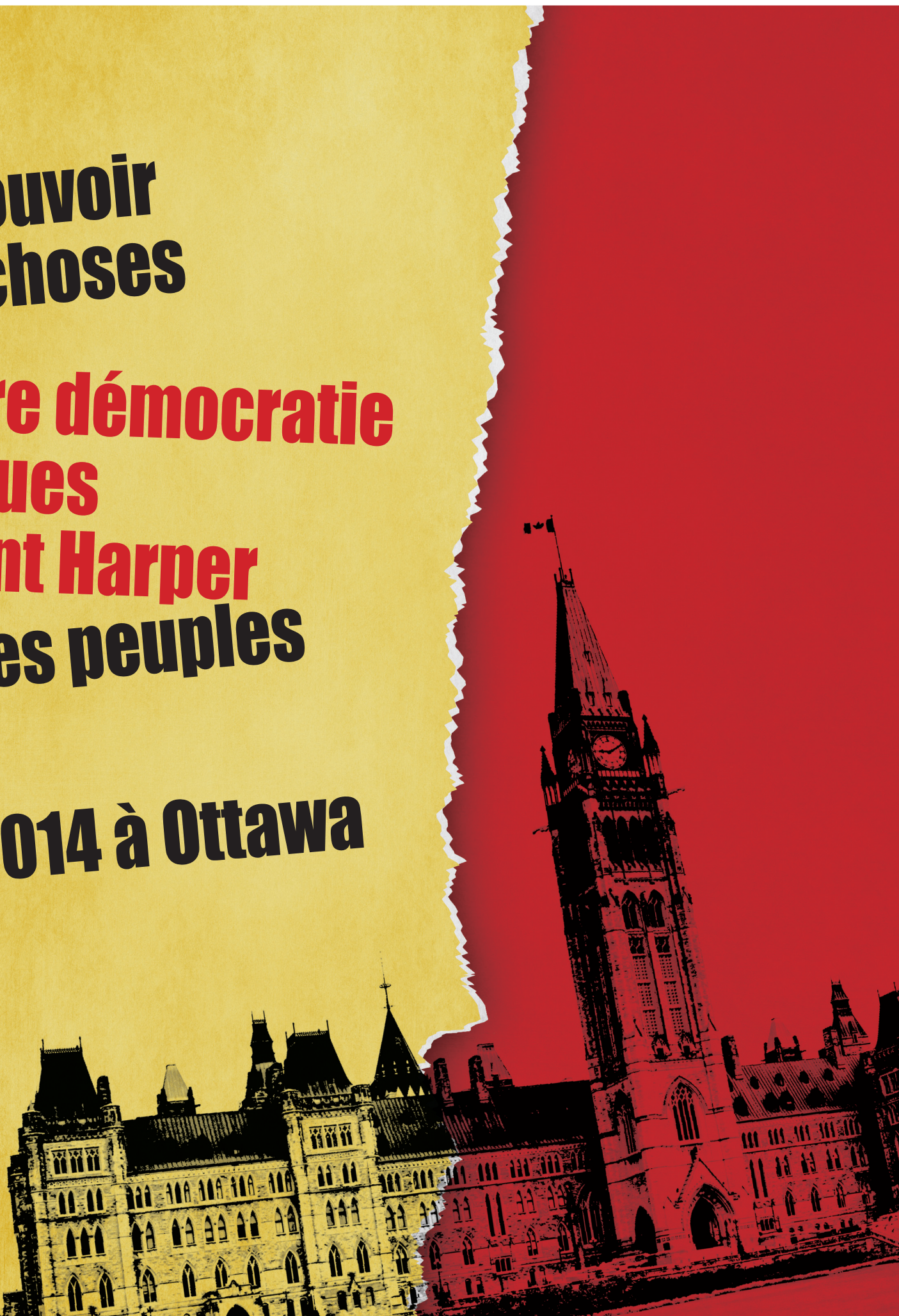
www.lacsq.org



facebook.com/lacsq



twitter.com/csq\_centrale



# FORUM SOCIAL DES PEUPLES

## Les conservateurs tentent d'imposer un bâillon à la société civile, dénonce Voices/Voix

La coalition Voices/Voix documente et dénonce depuis 2010 les coupes effectuées par le gouvernement de Stephen Harper dans le soutien aux organisations de la société civile. Survol d'une tendance lourde de conséquences.

RÉGINALD HARVEY

La coalition Voices/Voix, qui compte 200 organisations, a procédé à environ 90 études de cas réparties à travers une douzaine de cibles, mettant à jour des procédures de l'appareil gouvernemental fédéral jugées insidieuses envers la société civile. Bilan: le gouvernement conservateur coupe les vivres, directement ou par la bande, à de nombreux groupes de la société civile. Il en résulte que l'action des organismes qui s'activent notamment dans les domaines des droits des femmes et de la personne, de l'environnement, des sciences, du syndicalisme et du développement international s'en trouve muselée.

La coalition Voices/Voix y voit un sérieux accroissement à la démocratie. «Il est clair qu'il y avait eu auparavant des interventions par le gouvernement libéral pour restreindre d'une certaine manière la marge de manœuvre de la société civile en lui coupant les vivres», rapporte Pearl Eliadis, avocate spécialiste en droits de la personne et corédactrice en chef du comité éditorial Voices/Voix sur la contestation, la démocratie et le droit. Ce qui est différent maintenant, c'est que le gouvernement s'en prend aux regroupements qui poursuivent des objectifs non conformes aux siens.»

M<sup>me</sup> Eliadis, qui pratique en cabinet privé et enseigne à la Faculté de droit de McGill, a enrichi son bagage professionnel à la faveur de nombreux séjours à l'étranger. Elle rapporte que ce n'est pas d'hier que la gouvernance s'accommode plutôt mal de la présence et de la pression du mouvement civil.

Ce choix politique remonte à une dizaine d'années et a affecté l'ensemble des organisations non gouvernementales (ONG) et les diffuseurs publics: «Le gouvernement actuel cible les organisations qui militent en faveur des droits de la personne et des droits humains; il vise celles qui prônent la notion d'égalité pour les femmes et d'équité en matière de paix; il s'attaque aux groupes autochtones, aux fonctionnaires publics et aux scientifiques et, plus particulièrement, à tous ceux qui défendent des causes écologiques.»

«Le but est clair, c'est de les écraser», assure-t-elle, avant de fournir cette explication: «Il y a au Canada et au Québec deux façons pour les ONG d'assurer leur existence: dans un premier cas, leurs fonds proviennent directement du gouvernement par l'obtention de contrats et la réalisation de projets; ou encore, elles sont obligées d'obtenir des fonds au

près du grand public et, pour y arriver, elles ont besoin d'obtenir le statut d'organisme de bienfaisance.» Le gouvernement Harper ferme le robinet en mettant fin aux contrats ou en essayant de les priver de leur statut; il arrive aussi, comme ce fut le cas en 2010 avec Droits et démocratie, qu'on mette simplement fin aux activités d'un organisme.

### Une démocratie menacée

À l'appui de ses dires, Pearl Eliadis fournit des exemples illustrant de quelle façon le fédéral empoisonne l'existence des groupes qui ne partagent pas ses idées politiques. Pour autant, le Canada n'est pas encore devenu une dictature, mais elle fait preuve d'inquié-

tude sur le plan de sa vitalité démocratique: «Ce n'est pas le Burkina Faso ni le Liberia, mais il faut comprendre que ces tactiques et ces stratégies se situent dans une gamme qui est celle de la dictature, je dirais.»

Elle étoffe son exposé: «Il me semble que l'objectif politique, c'est de vraiment restreindre la capacité d'une société civile qui s'oppose aux objectifs du gouvernement fédéral dans son fonctionnement.» En imposant le silence aux scientifiques et aux diffuseurs du savoir, il prive la population de données qui sont fondamentales dans l'exercice de son jugement politique: «La démocratie, ça ne consiste pas seulement à tenir des élections. C'est la capacité de s'exprimer, de partager un point de vue qui est autre que celui du pouvoir en place et de disséminer librement des idées sur le plan national.»

### Résistance

Comment s'y prendre pour se prémunir ou pour limiter les dommages d'un tel interventionnisme à la fois idéologique et politique? M<sup>me</sup> Eliadis mesure le chemin parcouru pour y arriver: «La coalition Voices/Voix a véritablement été la première au Canada qui a commencé, et cela, depuis 2010, à apporter un éclairage sur ces questions-là. On voit de plus en plus d'organismes importants qui commencent à se rendre compte qu'il se passe des choses bizarres, sinon dangereuses.»

Elle se prononce sur la pertinence de mettre sur pied un front commun de la société civile: «Les ONG subissent actuellement des attaques et leur survie même est en danger.» Il est donc difficile dans ce contexte de recourir à pareille solution: «La possibilité d'une action concertée existe pour l'instant dans la documentation des cas, comme on le fait à la coalition, et dans l'identification d'une cause qui démontrerait vraiment que le gouvernement cible les organismes pour des raisons idéologiques.»



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«Le gouvernement actuel cible les organisations qui militent en faveur des droits de la personne et des droits humains», prétend Pearl Eliadis. Amnistie internationale est l'une de ces ONG.

Entretemps, elle se félicite de la tenue à Ottawa du Forum social des peuples, qui se tiendra dans un esprit de mobilisation et de construction des solidarités entre les groupes: «Il est une des sources d'inspiration pour Voices/Voix, qui y participe depuis trois ans. Il y a déjà des liens étroits qui sont tissés entre les deux mouvements.»

Collaborateur  
Le Devoir



SOURCE PEARL ELIADIS

L'avocate Pearl Eliadis rapporte que ce n'est pas d'hier que la gouvernance s'accommode plutôt mal de la présence et de la pression du mouvement civil.

*Nous travaillons pour vous!*

**Bon Forum social des peuples!**

**Des services publics intègres et de qualité sont essentiels pour notre bien-être collectif.**

[www.spgq.qc.ca](http://www.spgq.qc.ca)

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

**SPGQ**

**LA FORCE VIVE DU SECTEUR PUBLIC**

**273 000 TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS UNIS CONTRE LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT HARPER!**

**APTS** **SFPQ** **CSQ**

**SISP**  
Sectorial International des services publics

[WWW.SISP.QC.NET](http://WWW.SISP.QC.NET)

**f** SISPN  
**@SISPOC**

**LUCIE MARTINEAU, SFPQ** **LOUISE CHABOT, CSQ** **CAROLLE DUBÉ, APTS**

## FORUM SOCIAL DES PEUPLES

## La CSN souhaite une coalition très large des groupes progressistes

PIERRE VALLÉE

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) sera bien présente au Forum social des peuples. Non seulement parce que sa délégation sera imposante, mais parce que la CSN est aussi l'une des organisations instigatrices de l'événement.

«L'idée d'un forum social pancanadien a germé lors d'une réunion, tenue à Ottawa l'an dernier, de groupes progressistes à laquelle nous participions», raconte Francine Lévesque, première vice-présidente de la CSN. «Dès le départ, on a trouvé l'idée excellente et on a décidé de s'engager à fond. La CSN est membre du comité organisateur de l'événement et l'un de ses commanditaires.»

L'engouement de la CSN pour cette idée de mettre en place un forum social pancanadien et son engagement dans l'organisation de l'événement reposent principalement sur deux facteurs. «Le Canada est un grand pays et il est difficile pour les groupes progressistes, qu'ils soient du Québec, de la Colombie-Britannique ou des Maritimes, de savoir concrètement ce qui se fait ailleurs dans le pays. Le Forum social des peuples est d'abord l'occasion d'apprendre à mieux nous connaître entre nous.»

Le second facteur, lui, est politique. «Il y aura des élections fédérales à l'automne 2015 et on ne veut surtout pas que le gouvernement conservateur de Harper soit réélu. Le Forum social des peuples est une occasion de démontrer aux Canadiens qu'il existe une autre vision du Canada que celle véhiculée par le gouvernement Harper. De plus, si on veut contrer les idées de droite du Parti conservateur et défaire le gouvernement Harper aux prochaines élections, le mouvement

progressiste canadien doit afficher plus de cohésion. Le Forum social des peuples est un premier pas dans cette direction.»

**La participation de la CSN**

Outre les membres de la centrale, la délégation de la CSN comprendra des représentants de ses différents comités — condition féminine, santé et sécurité, jeunes, pour ne nommer que ces trois-là — des membres des conseils centraux régionaux ainsi que des représentants des fédérations affiliées. «Je ne peux pas dire exactement combien nous serons, mais notre présence sera marquée.»

La CSN participera à une vingtaine d'ateliers, dont plusieurs qu'elle a mis sur pied elle-même. «Par exemple, nous avons organisé un atelier qui porte sur la défense des intérêts des travailleurs du secteur public et parapublic qui devront négocier leur prochaine convention collective sous la pression d'une loi spéciale. Le sort fait à l'assurance-emploi ainsi que l'avenir de Radio-Canada comme diffuseur public feront aussi l'objet d'ateliers. De plus, chacun de nos comités animera un atelier dans son domaine.»

Le Forum social des peuples a aussi mis à son horaire des assemblées de convergence auxquelles prendra part la CSN. «Ces assemblées permettront aux divers participants de faire le point sur leurs activités et de dégager des consensus.»

**Les attentes**

Quelles sont les attentes de la CSN envers le Forum social des peuples? «Il ne faut pas avoir des attentes trop ambitieuses, car c'est démobilisant de revenir déçu d'un tel événement. Si le Forum social des

peuples permet aux groupes progressistes du Canada de mieux se connaître, de comprendre les solutions de rechange proposées par les uns et les autres, cela brise l'isolement et donne davantage de perspective. Tout ce qui peut être fait pour renforcer l'opposition à Harper ne

peut être qu'une bonne chose.»

Le Forum social des peuples a ceci de particulier qu'il propose une coalition très large des groupes progressistes, mêlant autochtones, jeunes, syndiqués, etc. Est-ce réaliste? «Cette diversité, au fond, c'est la beauté de la chose. Cela permet

de s'ouvrir à des réalités qu'on connaît moins ou peu. Et cela permet aussi de découvrir, au-delà de nos différences, ce qui nous unit malgré tout. Cela ouvre les frontières et permet de dépasser le cadre dans lequel on évolue d'habitude.»

Et qu'espère-t-on à la fin de

l'exercice? «Si tout se déroule bien et qu'on arrive à dégager des consensus, qu'on puisse clore le Forum social des peuples par la rédaction d'une déclaration commune.»

Collaborateur  
Le Devoir



JACQUES NADEAU ARCHIVES LE DEVOIR

**Forte délégation de la FTQ**

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) est partie prenante de l'événement depuis le début. Membre du comité organisateur, elle y enverra une importante délégation. «Sur les quelque 10 000 personnes attendues au Forum social des peuples, avance Serge Cadieux, secrétaire général de la FTQ, environ 1 000 seront des représentants de la FTQ.» L'importance du Forum ne fait aucun doute. «Il y a de plus en plus

de groupes et de personnes partout au Canada, dont nos consœurs et confrères syndiqués, qui sont inquiets devant les politiques néolibérales, idéologiques et méprisantes du gouvernement Harper. Et, dans un an, il y a l'échéance électorale. C'est la raison pour laquelle nous organisons le Forum cette année; c'est une occasion de créer des liens afin d'être bien préparés pour les élections.» La FTQ a-t-elle des attentes? «Auparavant, chaque groupe et chaque province

avaient leur stratégie propre. Mais ça n'a pas fonctionné. Le Forum est l'occasion de se doter d'une stratégie commune pour contrer le Parti conservateur.»

La coalition plutôt large que propose le Forum ne lui semble pas être un obstacle. «Bien sûr, cette coalition large représente plusieurs intérêts différents. Mais, au fond, qu'est-ce qui empêche ces divers groupes d'atteindre leurs objectifs, sinon le gouvernement Harper? Il est là, le tronc commun.»



csn.qc.ca  
facebook.com/lacsn  
twitter.com/lacsn  
vimeo.com/lacsn



**ENSEMBLE!  
CONTRE  
LES POLITIQUES  
D'AUSTÉRITÉ**

## FORUM SOCIAL DES PEUPLES

## Le rôle des jeunes Québécois au Forum

Le Forum social des peuples fait une large place à la voix des jeunes. Le Québec y sera représenté par une forte délégation, qui comprend, entre autres, les associations étudiantes et les comités des jeunes des centrales syndicales. Quelles sont les attentes?

PIERRE VALLÉE

« Le Forum social des peuples est une occasion *Le or pour notre association*, souligne Camille Godbout, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). *Nous n'avons pas souvent la chance de pouvoir rencontrer autant d'organisations venant de tous les coins du Canada. Le Forum représente donc une occasion de réseautage. Nous avons beaucoup à apprendre des autres organisations et de leurs pratiques.* »

L'ASSE participera à deux ateliers, l'un portant sur la grève étudiante de 2012 et l'autre sur le renouveau syndical. « *L'atelier sur le renouveau syndical nous permettra de mettre de l'avant notre mode de fonctionnement, soit la démocratie directe. À l'ASSE, ce n'est pas l'exécutif qui propose les motions qui seront adoptées en congrès. Les motions sont proposées par la base, soit les membres des associations locales. De plus, nous pratiquons un syndicalisme de combat. La mobilisation se fait à longueur d'année, pas seulement lorsqu'il y a des élections ou des crises.* »

Pour le Comité des jeunes CSQ, le Forum social des peuples est aussi une occasion de réseautage

demeurer alertes à ce qui se passe et réagir aux attaques néolibérales contre nos services publics.»

#### Comité des jeunes CSQ

Le comité des jeunes de la Centrale des syndicats du Québec a pour mission de représenter les préoccupations des jeunes travailleurs de moins de 35 ans. Il sera présent au Forum social des peuples.

« Un des dossiers sur lesquels nous travaillons est celui de la précarité de l'emploi, explique Isabelle Noreau, porte-parole du Comité des jeunes CSQ. *Lorsqu'on évoque la précarité de l'emploi, le travail à la pèche ou contractuel vient aussitôt en tête. Mais il y a une autre précarité d'emploi qui n'est pas nécessairement liée à l'insécurité financière. Par exemple, une enseignante peut travailler pendant 10 ou 15 ans*



Un rassemblement organisé par l'ASSE lors du Printemps érable. L'Association, qui prendra part au Forum social des peuples, croit que « les jeunes doivent demeurer alertes à ce qui se passe et réagir aux attaques néolibérales contre nos services publics ».

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

avant de se faire offrir un poste permanent. Pendant ces années, elle changera constamment d'école et souvent même de matière à enseigner. Dans de telles conditions, comment peut-elle donner le meilleur d'elle-même? »

Pour le Comité des jeunes CSQ, le Forum social des peuples est aussi une occasion de réseautage. « C'est une occasion d'échanger avec d'autres organisations et de voir ce qui se fait ailleurs. On peut s'inspirer des bonnes pratiques des autres. Mais c'est aussi une occasion de mobilisa-

tion. Les liens que nous tisserons avec d'autres organisations pourront peut-être ultérieurement mener à des actions communes et concertées. »

Le Comité des jeunes CSQ participera à l'atelier sur le renouveau syndical. « Dans notre cas, le renouveau syndical n'a pas à voir avec le taux de syndicalisation puisque nos membres sont syndiqués, mais les jeunes sont souvent peu engagés dans les activités de leurs syndicats. Ils perçoivent le syndicalisme comme une police d'assurance, seulement utile en cas de conflit. Mais le syndicalisme ne se

résume pas à la seule défense des droits des membres. Le syndicalisme est aussi un outil d'équité sociale et, en ce sens, il sert l'ensemble des citoyens. C'est la raison pour laquelle il est si important que les jeunes comprennent qu'ils doivent être plus actifs au sein de leurs syndicats qu'ils ne le sont présentement. Ce renouveau de la pratique syndicale auprès des jeunes, j'en ai fait mon cheval de bataille. »

Collaborateur  
Le Devoir

**ensemble  
POUR UN  
MONDE  
PLUS JUSTE**

**SCFP**  
Syndicat canadien de  
la fonction publique

scfp.qc.ca  
@SCFPQuebecInfos  
SCFP-Québec Infos  
SCFPQuebecInfos

**SOYONS  
SOLIDAIRES  
CONTRE  
LES POLITIQUES  
D'AUSTÉRITÉ  
DES GOUVERNEMENTS**

**SFPQ**



Pour  
des soins  
à échelle  
humaine

**fiq**

FÉDÉRATION  
INTERPROFESSIONNELLE  
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

**LA FIQ PASSE À L'ACTION POUR DE MEILLEURS  
SERVICES DE SANTÉ ET DE MEILLEURS SOINS**

sortonsducadre.info/echelle-humaine/